

ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME
Nouvelles de la Section des Archives et Droits de l'Homme
Numéro 119, Octobre 2019
Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaires.

Le soir du 31 Octobre, je marchais dans les rues de Hong-Kong cherchant à me nourrir et fus confronté à un crâne blanc luisant – artificiel mais vraiment réaliste. C'était, bien entendu, une décoration d'Halloween, la nuit quand certaines traditions disent que les esprits sortent des tombes et cabriolent dans le monde. D'origine apparemment païenne, Halloween est devenu dans divers pays un festival, une célébration commerciale, un temps pour regarder des films d'horreur : en d'autres mots, amusement.

C'est un testament à la faculté des êtres humains de compartementaliser cela lorsque nous voyons un crâne sur un bureau de réception nous sourions mais nous exigeons que les photographies de morts soient traitées avec le plus de discrétion et tact possible. Considérons le problème des photographies de César. En 2014, un photographe de la police militaire syrienne, connu sous le nom de César, a réussi à quitter la Syrie, emportant avec lui sur un disque dur d'ordinateur avec 53 275 images d'approximativement 11 000 corps de personnes torturées et tuées lors de leur détention par la police militaire syrienne. Il a déclaré à une Enquête composée de trois éminents juristes les raisons pour lesquelles il a reçu l'ordre de prendre les photographies, à savoir “ tout d'abord permettre de produire un certificat de décès sans permettre aux familles de voir le corps évitant ainsi aux autorités à devoir rendre compte des circonstances de la mort ; deuxièmement pour confirmer que les ordres d'exécuter les personnes étaient suivis.” A l'époque de l'enquête, les photographies ont été confiées au “Mouvement Syrien National.” <https://static.guim.co.uk/ni/1390226674736/syria-report-execution-tort.pdf>

Le 21 Septembre 2017, le Centre Européen pour les droits Constitutionnels et Humains (ECCHR) et un certain nombre de Syriens appelé “Le Groupe des dossiers de César” a déposé une plainte pénale auprès du procureur fédéral allemand à Karlsruhe contre des hauts fonctionnaires des Services de renseignement syriens et de la police militaire pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Le Groupe a remis au procureur “un ensemble de photos haute-résolution et de métadonnées” qui “peuvent être utilisées pour vérifier les photographies et fournir davantage d'information. Ce qui ajoute à la valeur de preuve des images et ouvre la voie à d'autres poursuites.” En juin 2018, la “cour fédérale de justice allemande (*Bundesgerichtshof*) a émis un mandat international contre Jamil Hassan sur la base des fichiers César, de leurs métadonnées ainsi que des déclarations de témoins de survivants syriens de la torture. Hassan était à la tête des services de renseignement de l'armée de l'air syrienne jusqu'en juillet 2019 et était donc responsable de tortures dans des milliers de cas.” <https://www.ecchr.eu/en/case/caesar-photos-document-systematic-torture/>

Pendant ce temps, le Réseau syrien non gouvernemental pour les droits de l'homme (SNHR) a obtenu “environ 6 189 photographies César” et travaille à déterminer l'identité des personnes photographiées (les images n'ont que des chiffres, pas de noms). Jusqu'à présent, le SNHR a identifié 801 personnes, dont 2 enfants et 10 femmes adultes. Le Réseau a décidé de ne pas publier les photos qu'il détient parce que, a-t-il écrit, cela “ impliquerait de nombreuses violations, dont peut-être la plus importante est la violation de la vie privée des victimes et des membres de la famille, la publication de photos aussi affligeantes peut causer d'autres traumatismes et douleurs aux dizaines de milliers de familles dont les enfants sont encore portés disparus. En outre, la plupart de ces photos graphiques d'individus tués sous la torture contiennent des scènes choquantes et affligeantes et nous pensons que leur diffusion sans de très bonnes raisons est une violation de la dignité humaine.” <http://sn4hr.org/blog/2019/10/21/54362/>

Les photographies d'atrocités sont, malheureusement, de plus en plus courantes, provenant des vidéos de meurtres de l'État islamique publiées en ligne aux images de brutalité policière capturées par les caméras de téléphonie cellulaire. Elles sont importantes comme preuves juridiques potentielles, pour résoudre le sort des personnes, et pour l'histoire de l'événement et de la communauté humaine. Certaines d'entre elles sont publiées immédiatement, comme les images diffusées par le tireur qui a tué deux personnes et en a

blessé deux autres à Halle, en Allemagne (voir ci-dessous). Mais la gestion des archives photographiques d'atrocités non divulguées telles que celles de César exige un examen sensible et sérieux de leur impact lorsqu'ils sont rendus publics tout en protégeant le droit à la vie privée des familles des personnes représentées et la nécessité de montrer au public les preuves de crimes. Sûrement s'il est possible de mettre fin au deuil d'une famille en mettant les photos à la disposition de la famille pour examen tout en protégeant leur vie privée, c'est la ligne de conduite juste, tout en refusant l'accès au grand public. Le SNHR et d'autres personnes qui détiennent de telles archives ont une responsabilité très importante lorsqu'ils en accordent l'accès.

Nouvelles du GTHD/SADH. A la réunion annuelle du Conseil Internationale des Archives, le Groupe de Travail des Archives et des droits de l'Homme est devenu la Section des Archives et des Droits de l'Homme. Quiconque est intéressé par le sujet peut joindre la Section; contacter Deborah Jenkins, secrétaire du SADH à l'adresse deborahjenkins@protonmail.com

Nouvelles Internationales.

Cour Européenne des Droits de l'Homme. La Cour a statué dans l'affaire *Pastas c. Allemagne* selon laquelle la négation de l'Holocauste n'est pas protégée par la Convention européenne des droits de l'homme. Udo Pastors, membre du Parti national démocratique d'extrême droite allemand, avait fait valoir que l'interdiction de la négation de l'Holocauste était une violation de son droit à la liberté d'expression. http://d31hzlkh6di2h5.cloudfront.net/20191031/58/18/15/12/c83bb50f74f7e69f47140fb3/Pastors_press_release.pdf

Mécanisme international résiduel pour les tribunaux pénaux. Jovica Stanisic et Franko Simatovic ont été jugés par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et acquittés de crimes de guerre en 2013, mais cette condamnation a été annulée par la chambre d'appel qui a ordonné que l'affaire soit “rejugée et toutes les preuves et témoins entendus dans leur intégralité par de nouveaux juges”, a rapporté *BIRN*. L'affaire est en cours, et l'accusation a utilisé “des extraits du journal de guerre de Ratko Mladic pour tenter de prouver que le Service serbe de sécurité de l'Etat, où les accusés étaient de hauts responsables, a envoyé des unités paramilitaires de Serbie en Bosnie-Herzégovine en l'automne 1995 et avait le contrôle sur eux.” https://balkaninsight.com/2019/10/10/ratko-mladics-diary-links-serbian-security-service-to-arkan/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=173143213e-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-173143213e-319725265

Nations Unies. Les Nations Unies ont publié le rapport au sujet de l'enquête sur la mort de Dag Hammarskjöld en 1961, mais le Secrétaire général, en le transmettant à l'Assemblée générale, a déclaré qu'il “considère qu'il est tout aussi clair que le travail devra se poursuivre avec une urgence renouvelée, en vue d'établir la vérité sur cet événement tragique.” Le rapport, rédigé par le juriste Mohamed Chande Othman, a déclaré : “Malgré les progrès encourageants accomplis, nous ne sommes pas à un stade où l'on peut dire que les recherches ont été exhaustives dans tous les États membres. Comme nous l'avons vu dans mon rapport, certains États membres n'ont pas répondu de manière substantielle aux questions ou semblent avoir déduit que leurs archives de renseignement, de sécurité et de défense ne peuvent pas contenir d'informations ‘pertinentes’, car elles ne sont pas d'habitude des archives dont le cadre juridique en permet la consultation. Je crois que ces difficultés peuvent et doivent être surmontées, compte tenu des circonstances très particulières de cette affaire.” Il a ensuite énuméré les informations dont il a encore besoin de la part du Royaume-Uni, des États-Unis, de la Fédération de Russie et de l'Afrique du Sud. <https://undocs.org/A/73/973>

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés/Banque mondiale. Un centre commun de données, un effort de coopération des deux agences, a ouvert ses portes à Copenhague. Il conservera des données sur les réfugiés et des données sur les communautés qui accueillent les personnes déplacées afin d' “aider les décideurs à trouver des solutions aux crises humanitaires”. Lors du lancement, le Secrétaire général a déclaré que “de nombreuses décisions sont fondées sur des informations erronées, parce que les données clés nécessaires pour identifier les problèmes et les solutions n'existent pas”, et que les données qui seront conservées dans ce centre “permettront de mieux concevoir les programmes de soutien”. Le Centre a promis que les données qui seront utilisées pour des études “seront anonymisées et que les données sensibles relatives à la protection individuelle ne seront pas incluses”. <https://news.un.org/en/story/2019/10/1049001>

Organisation mondiale de la santé (OMS). L'OMS a publié le premier *Rapport mondial sur la vision*, fondé sur des rapports de recherche scientifique qui, à leur tour, étaient fondés sur des données médicales. “À l'échelle mondiale, au moins 2,2 milliards de personnes ont une déficience visuelle ou une cécité, dont au moins 1 milliard ont une déficience visuelle qui aurait pu être évitée ou qui n'a pas encore été corrigée. Toutefois, des données plus fiables sur les besoins en soins oculaires satisfaits et non satisfaits sont nécessaires pour la planification. En outre, le fardeau des affections oculaires et de la déficience visuelle n'est pas soutenu de la même façon. Le fardeau tend à être plus lourd dans les pays à revenu faible ou intermédiaire et les populations mal desservies, telles que les femmes, les migrants, les peuples autochtones, les personnes handicapées et dans les communautés rurales.” https://www.who.int/docs/default-source/documents/publications/world-vision-report-accessible.pdf?sfvrsn=223f9bf7_2

Nouvelles du monde/générales.

Records du monde des affaires. Yonas Yeshanew était l'ingénieur en chef d'*Ethiopian Airlines* lorsqu'un Boeing 737 Max s'est écrasé en mars dernier, tuant les 157 personnes à bord. Il demande maintenant l'asile aux États-Unis, et dans un rapport qu'il a envoyé à l'Administration fédérale de l'Aviation des États-Unis et les agences internationales de sécurité aérienne, il a dit que le lendemain de l'accident, le chef de l'exploitation de la compagnie aérienne “a ordonné que les records sur l'avion Max abattu soient vérifiés pour les ‘erreurs’.” *Associated Press* a cité des experts de l'aviation disant “qu'après un accident, les records de maintenance, en particulier les carnets de bord et les fiches de travail contenant des notes par les pilotes et des correctifs par les mécaniciens, sont exigés par les organismes internationaux de sécurité aérienne pour être immédiatement scellés et toute tentative de manipulation est une violation grave équivalant à piétiner une scène de crime.” <https://www.chicagotribune.com/business/ct-biz-boeing-737-max-ethiopian-airlines-whistleblower-20191007-ttkixw7xnbhiv177ckyglzepqi-story.html>

Après avoir décidé d'accepter ou de rejeter la demande d'approbation de la commercialisation d'un nouveau médicament, d'un traitement biologique ou d'un dispositif médical, *Santé Canada* rendra publics les records de demande présentés par l'entreprise, a fait savoir *Undark*. <https://undark.org/article/canada-opens-door-public-scrutiny-drug-trials/>

Asia Paper and Pulp (APP) a été accusée d'être l'une des “principales entreprises responsables de la crise actuelle de la brume” en Indonésie. Selon une étude menée par une coalition d'organisations indonésiennes et le réseau non gouvernemental *Environmental Paper Network*, APP est impliquée dans des centaines de conflits avec des communautés à travers Sumatra et Bornéo où “les droits communautaires sur les terres coutumières sont encore largement ignorés”. APP a admis des conflits entre ses fournisseurs de bois et les communautés locales, mais affirme avoir “résolu 49 % des différends fonciers liés à ses activités. Mais aucune information précise, y compris les noms ou les emplacements des villages, la taille des zones concernées, les détails sur le processus ou les résultats, n'a été communiquée au public. ” En plus des entrevues, des données publiques sur les zones données à APP dans les concessions, et des rapports des médias, les chercheurs ont utilisé l'imagerie satellitaire et l'analyse géo-spatiale pour identifier les conflits actuels et potentiels. Ils demandent à l'entreprise de rendre publics les détails de son travail avec les communautés pour résoudre les conflits sociaux et “ d'obtenir systématiquement le consentement libre, préalable et éclairé des communautés locales”.<https://environmentalpaper.org/wp-content/uploads/2019/09/APP-social-conflicts-mapping.pdf>

YouTube a été “sous le feu pour ne pas en faire assez pour supprimer les vidéos qui contiennent des discours de haine et de désinformation”, a noté *Columbia Journalism Review*. Mais le militant syrien des droits de l'homme Hadi Al Khatib, qui dirige les Archives syriennes qui a “suivi et préservé autant de vidéos de crimes de guerre dans ce pays qu'il le peut, dit que “plus de 200 000 vidéos de ce genre” que YouTube a retiré de son site sont “des preuves importantes” de crimes de guerre. Il qualifie les suppressions par You Tube et d'autres entreprises de technologie d’“éradication de l'histoire.” <https://www.cjr.org/hero/youtube-takedowns-war-crimes.php>

Records criminels. L'ONG *Open Society Foundations* a publié un essai sur la “racialisation des politiques antidrogue” dans lesquelles les minorités et les immigrants sont ciblés de manière disproportionnée. Les auteurs ont fait valoir : “La première étape pour tenter de régler ce problème [...] est pour les pays de

recueillir des données sur les crimes liés à la drogue; le suivi des données (sur la race, l'origine ethnique, la nationalité de genre, etc...) des personnes arrêtées et poursuivies pour de telles infractions est particulièrement nécessaire” https://www.opensocietyfoundations.org/voices/the-uncounted-victims-of-the-war-on-drugs?utm_source=news&utm_medium=email&utm_campaign=news_101219&utm_content=PdJCM2q46Zsg2lkQNjYeM02v183d3yRdPP9_BJqjrjk

Records médicaux. Les chercheurs ont utilisé la banque de données de l'Organisation mondiale de la Santé et son formulaire de rapport de données épidémiologiques et les rapports du ministère de la Santé pour déterminer comment “les médicaments préventifs ont réduit l'infection parasitaire du vers dans le monde entier”. Ils ont constaté qu'après 5 ans d'administration à grande échelle des médicaments dans 15 pays, le pourcentage de la population infectée a chuté de manière significative. *STAT* a indiqué que “même si quelque 102 pays ont mis en œuvre des stratégies préventives, seuls les 15 participants à l'étude disposaient de données pour démontrer les progrès accomplis, ce qui, selon les auteurs de l'étude, souligne l'importance de la collecte des données et sur l'impact de ces mesures.”

“On estime que 60 millions de personnes dans le monde mourront cette année, et la moitié n'auront pas de certificats de décès ou d'autres records décrivant la cause de leur mort”, a rapporté *Associated Press*. *Bloomberg Philanthropies* a annoncé qu'elle accordera 120 millions de dollars au cours des quatre prochaines années à des projets de santé, y compris “de l'argent pour les autopsies verbales, ainsi que la tenue de registres du cancer et d'autres programmes destinés à aider les pays en développement à recueillir des données précises sur le santé de leurs citoyens” et ainsi sauver plus de vies. Les autopsies verbales sont des entrevues par un agent de santé formé avec une personne proche de la personne décédée sur les détails du décès. https://www.apnews.com/8368ad6b33604514918c4bdee12c6408?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=c3546a3a0f-MR_COPY_02&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-c3546a3a0f-149736437

Une équipe de chercheurs travaillant sur la lutte contre les moustiques qui transmettent le paludisme a constaté que le DFDT, un composé développé pendant la Seconde Guerre mondiale par des scientifiques allemands, était plus efficace que le DDT breveté par la firme suisse Geigy et utilisé par les Alliés. L'équipe a examiné les rapports de renseignement américains d'après-guerre, dans lesquels les responsables alliés ont rejeté l'efficacité du DFDT, peut-être en raison du “comportement déplorable de Hoechst, le fabricant chimique allemand qui a développé l'insecticide pendant la guerre. L'entreprise avait forcé les habitants des pays occupés par l'Allemagne à travailler dans ses usines, et elle testait la drogue sur les prisonniers des camps de concentration”. *Le New York Times* a rapporté que les Allemands ont développé le composé “au moins en partie pour éviter de payer les droits de licence pour le DDT à la Suisse.” https://www.nytimes.com/2019/10/17/science/nazi-ddt-malaria.html?rref=collection%2Fbyline%2Fkenneth-chang&action=click&contentCollection=undefined®ion=stream&module=stream_unit&version=latest&contentPlacement=3&pgtype=collection

The Lancet a déclaré : “La résistance aux antimicrobiens est un défi croissant dans le monde entier, mais elle est particulièrement grave dans les régions du Moyen-Orient où les conflits ont détruit ou gravement affecté les services de santé, bien qu'un manque de données rende difficile même d'évaluer l'ampleur du problème.” [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(19\)32306-2/fulltext?dgcid=raven_jbs_etoc_email](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(19)32306-2/fulltext?dgcid=raven_jbs_etoc_email)

L'Université de Stellenbosch en Afrique du Sud a demandé à l'Institut Wellcome Sanger au Royaume-Uni de rendre les échantillons d'ADN qu'il a reçus de donateurs, y compris des “membres de communautés autochtones, comme le peuple Nama du Botswana, de la Namibie et de l'Afrique du Sud”, à qui l'on a dit que les échantillons ne seraient utilisés que pour étudier “l'histoire de la population et l'évolution humaine”, a rapporté le *Daily Mail*. Les dénonciateurs qui travaillaient auparavant à l'Institut ont affirmé qu'il avait l'intention de “construire un outil de recherche médicale, basé sur l'ADN, qu'il aurait pu vendre commercialement.” <https://www.dailymail.co.uk/sciencetech/article-7570501/UK-lab-told-return-DNA-African-tribes-accused-trying-commercialise-them.html>

Les recherches du consortium *Human Herey and Health in Africa* (H3Africa) présentées lors de la réunion annuelle de *l'American Society of Human Genetics* ont montré à quel point l'Afrique est sous-représentée dans la recherche en génétique. “L'étude H3Africa a confirmé que le fait de ne pas étudier les génomes africains peut entraver l'utilisation de la médecine génétique chez les personnes d'ascendance africaine”, a rapporté *STAT*. <https://www.statnews.com/2019/10/16/unprecedented-analysis-african-genomes-genetic>

Vie privée. Un Sud-Coréen a été accusé d'avoir dirigé une vaste opération de pédopornographie appelée "Bienvenue à la vidéo" sur le dark web, a rapporté *Quartz*. Il a été découvert parce que l'adresse IP de l'ordinateur a été enregistrée à son nom et "résolu à un serveur situé dans sa chambre. Les autorités y ont découvert environ 250 000 vidéos montrant des enfants, des tout-petits et des nourrissons victimes d'abus sexuels". Au moins 23 mineurs photographiés ont été identifiés et secourus. "Pour trouver les clients de *Welcome To Video*, les enquêteurs ont analysé les transactions Bitcoin afin d'identifier à la fois ceux qui ont reçu et fourni des vidéos, ce qui a conduit jusqu'à présent à l'arrestation de 337 utilisateurs dans près de 40 pays." <https://qz.com/1730209/a-bitcoin-powered-child-porn-site-was-undone-by-a-right-click/>

Réfugiés. Il est certes difficile de compter le nombre de réfugiés, mais un article d'opinion dans *The New Humanitarian* a suggéré que c'était également dangereux. L'auteur a fait valoir que nous manquons de records adéquats pour déterminer les populations de réfugiés dans le passé, que le nombre absolu est moins pertinent que le nombre relatif de réfugiés à la population mondiale et l'économie mondiale, et que lors de l'utilisation des chiffres absolus "il y a un grand risque que parler de 'l'ampleur sans précédent' du déplacement actuel alimentera un discours politique anti-immigrés plus général" et, par conséquent, "diminue, sans accroître la sympathie et le soutien du public". https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2019/10/03/unprecedented-number-refugees-wrong-dangerous?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=5b952388ca-EMAIL_CAMPAIGN_2019_10_04_WEEKLY&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-5b952388ca-75545741

"Des centaines de migrants voyageant dans une caravane à destination des États-Unis dans l'État méridional du Chiapas [Mexique], ainsi que d'autres dans la région, ont été arrêtés... bien que beaucoup de personnes soient munies de documents officiels du gouvernement mexicain qui leur accordent le droit d'être dans l'État", a rapporté *Al Jazeera*. Un avocat travaillant avec le Centre pour la dignité humaine basé au Chiapas a déclaré qu'il "se prépare à déposer une plainte officielle auprès du bureau du procureur au nom des demandeurs d'asile documentés qui ont été détenus. Des dizaines de personnes ont déjà signé la plainte, et la liste s'allonge." <http://newsontheflipside.com/americas/rights-groups-slam-mexico-detention-of-documented-asylum-seekers/>

Technologie. "Les chercheurs de la clinique Mayo ont utilisé un logiciel de reconnaissance faciale disponible dans le commerce pour faire correspondre les photographies d'environ 80 volontaires à des images IRM non identifiées qui montrent les contours de la tête en plus du cerveau lui-même", a rapporté le *Wall Street Journal*. "Le logiciel de reconnaissance faciale correspondait correctement aux photos de volontaires de la recherche et à des examens médicaux non identifiés de leur tête", une constatation qui "attire l'attention sur une menace pour la vie privée qui augmentera avec l'amélioration de la technologie et la croissance des données sur les soins de santé, ont déclaré les experts en imagerie médicale et en reconnaissance faciale" <https://www.wsj.com/articles/facial-recognition-software-was-able-to-identify-patients-from-mri-scans-11571864543>

Seconde Guerre Mondiale. Les enregistrements audio des procès de Nuremberg des leaders Nazis ont été numérisés et mis à disposition des chercheurs à la bibliothèque de la Cour internationale de Justice à La Haye (qui détient les enregistrements audio originaux), le Mémorial de la Shoah à Paris et le Musée américain du Mémorial de l'Holocauste, a rapporté *Associated Press*. <http://www.wboc.com/story/41163920/public-to-get-access-to-nuremberg-trials-digital-recordings>

Nouvelles Bilatérales et multilatérales.

Egypte/Israël/Syrie. Le ministère israélien de la Défense a publié des archives, y compris des transcriptions de conversations et un rapport de renseignement, "décrivant le drame des heures critiques avant le déclenchement de la guerre du Yom Kippour en 1973", a rapporté le *Jerusalem Post*. <https://www.jpost.com/Israel-News/Defense-Ministry-opens-Yom-Kippur-War-archive-603964>

Guatemala/États-Unis. Francisco Cuxum Alvarado était un membre de la Patrouille de la Défense Civile au Guatemala dans les années 1980. En 2018, un tribunal guatémaltèque l'a inculpé de crimes contre l'humanité pour avoir participé à l'agression sexuelle massive de femmes Maya Achi dans et autour de la

municipalité de Rabinal et a publié un avis d'Interpol pour son arrestation. Alvarado avait déjà été désigné comme suspect dans le massacre du 13 mars 1982 dans le même voisinage. En avril 2019, il a été retrouvé dans l'État américain du Massachusetts et arrêté; il a maintenant plaidé coupable d'être entré illégalement aux États-Unis. Il sera condamné à purger une peine dans une prison américaine pour l'entrée illégale, puis expulsé vers le Guatemala pour faire face à ses accusations. <https://www.justice.gov/usao-ma/pr/guatemalan-national-wanted-crimes-against-humanity-pleads-guilty-illegal-reentry> ; <https://www.ijmonitor.org/2019/10/suspect-in-maya-achi-sexual-violence-case-makes-key-admission-in-us-court/>

Hongrie/Russie. Le Comité mixte des archives russo-hongrois est parvenu à un accord selon lequel, d'ici le 1er décembre, la Russie remettra à la Hongrie “en cinq phases” des copies des “documents d'identification de quelque 600 000 prisonniers de guerre hongrois, détenus dans des camps soviétiques pendant et après la Seconde Guerre mondiale”, a rapporté *Hungary Today*. Les Archives nationales hongroises conserveront les quelque 1 364 262 documents numériques. <http://hungarytoday.hu/hungary-to-receive-files-of-ww2-prisoners-held-in-soviet-camps/>

Guerre du Moyen-Orient. *Human Rights Watch* a déclaré que les forces afghanes soutenues par les États-Unis “ont tué illégalement des civils lors de raids nocturnes, ont fait disparaître de force des détenus et ont attaqué des établissements de santé pour avoir prétendument soigné des combattants insurgés”. Le rapport, “They've Shot Many Like This” : Abusive Night Raids by CIA-Backed Afghan Strike Forces”, documente 14 cas de fin 2017 à mi-2019, sur la base d'entretiens avec 39 résidents locaux, d'autres témoins et des groupes afghans de défense des droits de l'homme qui ont documenté ces raids. <https://www.hrw.org/news/2019/10/31/afghanistan-cia-backed-forces-commit-atrocities>

Le *New York Times* a rapporté qu'après le raid qui a tué le leader de l'Etat Islamique Abu Bakr al-Baghdadi, l'armée américaine a trouvé “environ cinq à six téléphones, deux à quatre ordinateurs portables et une poignée de clés USB” dans son enceinte. En outre, un “livre de reçus” a été trouvé par des “contacts”; un chercheur syrien a examiné les reçus “et a conclu qu'ils ne semblaient pas avoir été falsifiés, sur la base de la terminologie qu'ils utilisent et les marques de reçu, qui correspondent à d'autres records de l'Etat islamique.” Les reçus, “typiques de la comptabilité méticuleuse de l'Etat islamique”, semblent montrer que l'EI payait un groupe rival pour la protection d'Al-Baghdadi. <https://weeklyreviewer.com/isis-leader-paid-rival-for-protection-but-was-betrayed-by-his-own/>

Le *New York Times* a “rassemblé un grand nombre de preuves” pour analyser les bombardements d'hôpitaux en Syrie les 5 et 6 mai, y compris “les messages des médias sociaux de la Syrie . . . des entrevues avec des témoins et des dossiers d'organismes de bienfaisance qui ont aidé les quatre hôpitaux [qui] ont fourni l'heure approximative de chaque frappe”, “des registres tenus par des observateurs de vol au sol qui avertissent les civils des frappes aériennes à venir et ont vérifié l'heure de chaque frappe pour confirmer que les avions de guerre russes étaient au-dessus de leur tête”, et “écouté et déchiffré des milliers de transmissions radio de l'armée de l'air russe, qui ont enregistré des mois d'activités pilotes dans le ciel au-dessus du nord-ouest de la Syrie . . . [qui] ont été fournis au *Times* par un réseau d'observateurs”. Il a conclu que “l'armée de l'air russe a bombardé à plusieurs reprises des hôpitaux en Syrie afin d'écraser les dernières poches de résistance” au gouvernement syrien. www.nytimes.com/2019/10/13/world/middleeast/russia-bombing-syrian-hospitals.html

Amnesty International a recueilli les témoignages de 17 témoins dans le nord-est de la Syrie “ainsi que l'analyse et la vérification d'images vidéo et l'examen des rapports médicaux ainsi que d'autres documents”, qui “fournissent tous des preuves accablantes d'attaques aveugles dans les zones résidentielles . . . par la Turquie et les groupes armés syriens alliés.” Amnesty “a également corroboré les témoignages, vérifié des séquences vidéo et examiné un rapport médical pour faire la lumière sur” la mort d'Hevrin Khalaf, une femme politique kurde. https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/10/syria-damning-evidence-of-war-crimes-and-other-violations-by-turkish-forces-and-their-allies/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=67a5951ca3-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-67a5951ca3-90540617

L'ONG *The nongovernmental Syrian Network for Human Rights* (SNHR) a publié un rapport majeur, “Documentation des 72 méthodes de torture le régime Syrien continue de pratiquer dans ses centres de détention et hôpitaux militaires, identifiant 801 individus qui sont apparues sur les photographies César, le Congrès américain doit passer la loi César pour rendre des comptes.” Elle a indiqué que sa base de données montre “au moins que 130 000 personnes sont toujours détenues ou disparues de force par le

régime syrien depuis le début du soulèvement populaire pour la démocratie en Syrie en mars 2011. Le nombre total d'arrestations est beaucoup plus élevé, nos estimations suggérant que près de 1,2 million de citoyens syriens ont été arrêtés et détenus à un moment donné.” <http://sn4hr.org/blog/2019/10/21/54362/>

SNHR a également déclaré qu'elle a documenté 118 civils, un membre du personnel médical aussi, tués en Syrie en Septembre. Le nombre inclut 2 massacres et 22 personnes mortes sous la torture. Le rapport inclut une discussion sur la méthodologie de SNHR pour documenter les morts. <http://sn4hr.org/blog/2019/10/01/54275/>

“Les combattants syriens soutenus par la Turquie ont tué au moins 2 prisonniers Kurdes ... l'un deux allongé sur le sol les mains liées dans le dos,” a rapporté le *New York Times*. Les combattants identifiés comme Ahrar al-Sharqiyyeh, ont publié une vidéo sur le meurtre sur leur compte de medias sociaux, apparemment Twitter. www.nytimes.com/2019/10/12/world/middleeast/syria-kurds-shot-video.html

Royaume-Uni/Irlande du Nord/États-Unis. Un tribunal d'Irlande du Nord a blanchi Ivor Bell de l'accusation d'avoir sollicité le meurtre de Jean McConville en décembre 1972 lors des “Troubles” d'Irlande du Nord. Le juge a conclu que l'entrevue d'histoire orale avec Bell dans laquelle il semblait admettre un rôle dans le meurtre était “peu fiable” parce que la personne interviewée et l'intervieweur avaient un “parti pris clair” et que, par conséquent, les renseignements recueillis dans l'entrevue ne pouvaient pas être utilisés pour condamner, a rapporté *BBC News NI*. Pour le contexte de cette affaire de longue date, dans laquelle les bandes d'histoire orale détenues par le Boston College aux États-Unis ont été contestées, voir *Nouvelles HRWG*, Octobre 2018. <https://bostoncollegesubpoena.wordpress.com/2019/10/18/the-troubles-former-ira-man-ivor-bell-cleared-of-jean-mcconville-charges/>; <https://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-27238797>

Nouvelles Nationales.

Argentine. L'Agence des statistiques gouvernementale a rapporté que 36,4% de la population vit sous le seuil de pauvreté, une augmentation de 8% dans la seule dernière année, a rapporté *teleSUR*. “La pauvreté parmi les enfants est particulièrement élevée ; 52% des moins de 14 ans sont officiellement pauvres.” https://www.telesurenglish.net/news/Argentinas-Poverty-Hits-36-Amid-Macris-Neoliberalism-20191001-0009.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=8

Burkina Faso. L'Assemblée nationale a adopté une loi sur “le régime légal des archives”. En réponse à une question d'un membre, le ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement a déclaré que sous cette loi, “lorsqu'une personne privée a un certain nombre d'éléments considérés comme des archives et ne veut pas les céder, l'Etat peut saisir ces documents et les classer comme des archives.” <https://www.sidwaya.info/blog/2019/10/24/loi-portant-regime-juridique-des-archives-le-parlement-donne-son-quitus/>

Chili. En mars dernier, le gouvernement, en réponse a un nombre croissant de plaintes, a établi une “unité spéciale de police” pour enquêter sur les 20 000 enfants environ qui ont été adoptés par des couples étrangers durant l'ère Pinochet. La cour d'Appel du Chili a dit qu’“au moins” 8 000 adoptions sont des cas suspects de disparition forcée, a rapporté *BBC News*. La recherche est souvent difficile. Les documents relatifs aux adoptions contiennent rarement les noms complets des deux parents. Quelquefois les noms et les numéros d'identité ont été délibérément changés, mais dans les bureaux d'enregistrement “les certificats de naissance manuscrits originaux détiennent parfois des indices.” <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-48929112>

Colombie. Cerac.org, une ONG basée à Bogota, a publié un rapport sur la violence chaque mois de 2018 à 2019, montrant les morts, blessures et personnes menacées lors d'événements de politiques violents. Selon la documentation, les 20 assassinats de septembre représentent le chiffre le plus élevé depuis août 2018, et Septembre représentait déjà le mois le plus élevé quant aux menaces (96) depuis Octobre 2015, lorsque la violence avait été associée aux élections locales et régionales. https://www.blog.cerac.org/wp-content/uploads/2019/10/Monitor-de-violencia-politica-en-Colombia_8_de_Octubre_de_2019.pdf

Le Bureau de Washington d'Amérique latine, une organisation non gouvernementale, a publié un commentaire sur l'importance du témoignage de l'ancien président Alvaro Uribe devant la Cour suprême qui enquête sur lui pour “corruption et menace d'ex-paramilitaires menant à de fausses accusations” contre un membre du Congrès. “La preuve présentée devant la Cour suprême ne consiste pas seulement en des

témoignages: il y a aussi des milliers d'appels téléphoniques enregistrés entre Uribe et son entourage” qui ont été enregistrés dans le cadre d'une affaire distincte. <https://www.wola.org/analysis/colombia-former-president-uribe-testifies/>

République tchèque. *Radio Free Europe* a publié un échantillon de photographies prises par les services de sécurité de l'ère communiste qui se trouvent dans les archives des services de sécurité, montrant la surveillance des civils. <http://www.rferl.org/a/the-communist-spy-photographers-of-czechoslovakia/30236411.html>

Gambie. Le ministre de la Justice a annoncé qu'environ 1 million de dollars ont été versés dans le nouveau Fonds de réparation de la Commission vérité, réconciliation et réparation, a rapporté *justiceinfo.net*. Il s'agit de la première contribution; elle provenait du produit de la vente des biens de l'ancien président Yahya Jammeh. Une commission spéciale “a examiné des centaines de documents et interrogé 253 témoins” et a établi que Jammeh possède “281 propriétés dans le pays, ainsi que des biens à l'étranger”, et qu'il a volé environ 362 millions de dollars “dans les coffres de l'État”. Les règles pour déterminer le montant qu'une victime recevra ne sont pas encore terminées. <https://www.justiceinfo.net/en/reparations/42679-gambia-jammeh-wealth-victims.html>

Allemagne. Deux personnes ont été tuées et blessées lors d'une attaque d'une synagogue à Halle le 9 octobre. Le meurtrier a diffusé 35 minutes de l'attaque sur Twitch, une plateforme possédée par Amazon. Selon le *Guardian*, “Twitch a enlevé la vidéo mais des copies ont déjà été téléchargées et partagées ailleurs, mettant en exergue les difficultés des plateformes essayant d'entraver la dissémination de telles vidéos.” Le tireur a aussi posté 3 documents sur le site Kohlchan décrivant sa motivation. <https://www.theguardian.com/world/2019/oct/09/germany-shooting-synagogue-halle-livestreamed>

Inde. Le *Washington Post* a enquêté sur des informations faisant état de passages à tabac et de tortures de résidents du Cachemire par des membres de l'armée indienne. Les journalistes ont interrogé 19 personnes; ils “ont examiné des photos et des records hospitaliers détaillant les blessures” de 3 personnes, et pour 6 autres, ils “ont vu soit des photographies de blessures, soit des records hospitaliers”. L'armée indienne a publié un communiqué disant que le rapport du *Post* est “sans fondement”. <http://thewashingtonpost.newspaperdirect.com/epaper/viewer.aspx>

Le *New York Times* a rapporté que l'Inde a publié son rapport annuel sur la criminalité avec “plus d'un an de retard” et qu'elle manquait de données sur “les crimes religieux ou la violence contre les journalistes”. Le gouvernement a déclaré que “les données relatives aux nouvelles catégories de crimes contre les journalistes, de violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité et d'attaques par des justiciers de la vache, entre autres, avaient été retirées parce qu'elles n'étaient pas fiables et qu'elles étaient “sujettes à une mauvaise interprétation.” https://www.nytimes.com/2019/10/24/world/asia/india-modi-hindu-violence.html?ref=collection%2Fbyline%2Fkai-schultz&action=click&contentCollection=undefined®ion=stream&module=stream_unit&version=latest&contentPlacement=1&pgtype=collection

Iran. L'Iran a adopté une loi accordant aux femmes “le droit de transmettre leur citoyenneté à leurs enfants nés de pères étrangers”, a rapporté *teleSUR*. Toutefois, ce droit se limite aux “enfants qui se sont avérés ne pas avoir de problèmes de sécurité”, ce qui peut signifier des vérifications des antécédents des pères étrangers avant de délivrer le document de citoyenneté. https://www.telesurenglish.net/news/Iranian-Women-Achieve-Major-Victory-With-New-Citizenship-Law-20191003-0007.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=14

Israël. Akevot, une ONG, a lancé un site web de documents qu'elle a obtenus sur le massacre de Kafr Qasim en 1956, au cours duquel 49 citoyens palestiniens d'Israël ont été tués. “Le site web contient des milliers de pages de documents, capitalisant sur les principales sources du massacre révélé à ce jour, son arrière-plan et le célèbre procès qui a suivi. Il éclaire également les efforts délibérés pour dissimuler l'événement et l'effacer de la mémoire publique.” <https://kafr-qasim-massacre.akevot.org.il/index-en.php>

Libye. En août, Amnesty International s'est rendue sur les lieux de 33 sites de frappes aériennes et terrestres à Tripoli et dans les environs et a indiqué avoir trouvé “des preuves de crimes de guerre potentiels de la part du Gouvernement d'accord national, soutenu par l'ONU, et de l'Armée nationale libyenne autoproclamée, qui ont combattu dans et autour de la ville. Le rapport est fondé sur des entretiens

avec 156 résidents, y compris des survivants, des témoins et des proches des victimes, des responsables locaux, des travailleurs médicaux et des membres de groupes armés, Amnesty a “vérifié le matériel écrit et audiovisuel provenant de diverses sources, y compris le contenu fourni par les belligérants” et des images satellites de “plusieurs des lieux concernés, prises à des dates différentes depuis le début du conflit”. <https://www.amnesty.org/download/Documents/MDE1912012019ENGLISH.PDF>

Russie. “Depuis le début des années 2000, la Russie a connu des baisses significatives de la consommation globale d'alcool, et un nouvel examen montre qu'il y a eu une baisse parallèle et marquée des taux de mortalité du pays”, a rapporté *Eurasia Review*. Les chercheurs ont utilisé “la base de données sur la fertilité et la mortalité en Russie pour obtenir des données sur les taux de mortalité et la cause du décès, y compris les décès spécifiquement dus à la consommation d'alcool . . . ainsi que les décès fréquemment liés à la consommation d'alcool” et les données sur l'espérance de vie du Service statistique russe. Ils ont dit que bien qu'ils “ne peuvent pas prouver que la diminution de la consommation d'alcool a directement conduit à une amélioration de l'espérance de vie, le lien est fort, croissant et déclinant en tandem au fil du temps.”

https://www.eurasiareview.com/05102019-in-russia-declines-in-alcohol-consumption-and-mortality-have-gone-hand-in-hand/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Suisse. La Commission d'Expert Indépendant relative à la détention administrative a présenté son rapport en Septembre. Elle a découvert que plus de 60 000 personnes ont été internées depuis le siècle dernier dans plus de 650 institutions sans ordre judiciaire, a rapporté *JusticeInfo.net*. La Commission “avait accès aux archives officielles et aux témoignages des victimes;” elle a regardé plus particulièrement les détentions de 1930 à 1981. <https://www.justiceinfo.net/en/truth-commissions/42559-raw-truth-swiss-administrative-detention-finally-made-public.html>

Turquie. Le Groupe International de Crise (GIC) a assemblé une base de données sur les morts depuis 2011 dans le conflit entre le gouvernement et le groupe militant kurde PKK. Les “données sont fondées sur l'information disponible dans les open sources, y compris les rapports des médias turcs, de l'armée turque, des groupes locaux de défense des droits des Kurdes et du PKK lui-même”. Les données du GIC montrent que 4 686 personnes ont été tuées depuis juillet 2015; plus de la moitié sont des membres du PKK (2 758), dont 22,4 % sont des femmes. Environ un quart (1 215) sont des membres des forces de sécurité de l'État (y compris des soldats, des policiers et des gardes du village). 490 civils ont été confirmés morts; les 223 autres sont des “individus d'affiliation inconnue”. De juillet 2018 à juillet 2019, 3,36 membres du PKK ont été tués pour chaque membre des forces de sécurité de l'État. https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/western-europemediterranean/turkey/assessing-fatalities-turkeys-pkk-conflict?utm_source=Sign+Up+to+Crisis+Group%27s+Email+Updates&utm_campaign=a6a58e210f-EMAIL_CAMPAIGN_2019_10_22_09_35&utm_medium=email&utm_term=0_1dab8c11ea-a6a58e210f-359425329

Royaume-Uni. Le projet *Memory, Identity and Rights in Records for Care Leavers (MIRRA)* de l'*University College London* “a recueilli des données sur les entrevues et les groupes de discussion auprès de plus de 80 personnes qui ont des soignants, des travailleurs sociaux et des gestionnaires de l'information travaillant pour les autorités locales et les organismes de bienfaisance et qui s'occupent des enfants”. Ils ont constaté que “de nombreux soignants qui tentent d'accéder aux records détenus par les autorités locales et les organismes de bienfaisance trouvent souvent leurs dossiers manquants. Et lorsque les gens reçoivent leurs records, ils ont souvent été lourdement expurgés, ou censurés pour supprimer toute ‘information de tiers’, comme les noms des parents, frères et sœurs, membres de la famille et les personnes soignantes.” <http://theconversation.com/care-leavers-trying-to-access-childhood-records-is-distressing-and-dehumanising-124381>

En mars 1972, quatre jeunes hommes noirs ont été arrêtés par des agents d'infiltration à Londres et reconnus coupables de vol et de voies de fait contre la police. L'an dernier, après qu'une autre affaire eut révélé qu'un agent qui avait procédé à l'arrestation était corrompu, l'un des quatre a demandé à la Commission d'examen des affaires criminelles (CCRC) d'annuler sa condamnation. Le CCRC l'a renvoyée devant la cour d'appel et “la soumission est généralement considérée comme très susceptible d'aboutir à un succès”, a rapporté le *Guardian*. Le président de la CCRC a déclaré : “L'âge de l'affaire signifiait que presque tous les renseignements auxquels nous avons habituellement à faire, comme le matériel de police, les poursuites et les dossiers judiciaires, avaient été détruits il y a longtemps, alors nous avons dû fournir de grands efforts pour reconstituer les choses”. Peut-être faudrait-il examiner les

périodes de conservation de ces records. <https://www.theguardian.com/world/2019/oct/13/oval-four-could-have-decades-long-convictions-overturned>

S'adressant à la BBC Irlande du Nord, John Stevens, un ancien chef de la police métropolitaine de Londres, a déclaré qu'il a pris connaissance de certains documents non divulgués après avoir mené trois enquêtes sur les allégations de collusion des forces de sécurité avec des paramilitaires loyalistes pendant les "Troubles" d'Irlande du Nord. Stevens a déclaré que son équipe d'enquête détenait "quelque chose comme un million de documents — des tonnes et des tonnes de papier" cependant, "il y avait une grande cache de renseignements et de documentation ailleurs dans le Derbyshire que nous n'avions jamais vue. Personne ne nous en a jamais parlé". <https://www.irishtimes.com/news/ireland/irish-news/large-cache-of-troubles-files-kept-hidden-from-legacy-inquiries-1.4059062>

États-Unis. Selon les données des Douanes et Protections douanières américaines, le nombre de migrants en détention le long de la frontière sud a atteint presque un million de personnes durant l'année se terminant le 30 septembre, a rapporté *US News*. Soit une augmentation de 88% par rapport à 2018. <https://www.usnews.com/news/national-news/articles/2019-10-08/nearly-1-million-migrants-taken-into-custody-in-last-12-months>

En vertu d'une ordonnance de la Cour fédérale, le ministère de la Justice a reconnu que le gouvernement avait séparé 1 556 parents et enfants immigrés entre juin 2018 et juin 2019, en plus de 2 700 enfants déjà connus pour avoir été séparés. Le ministère de la Justice a déclaré au tribunal que "la plupart" des enfants séparés ont été remis à leurs parents ou tuteurs. L'ancienne secrétaire du département de la Sécurité intérieure a déclaré à *PBS Newshour* qu'elle regrettait "que le flux d'informations et la coordination pour réunir rapidement les familles n'aient manifestement pas été en place", c'est-à-dire qu'il s'agissait d'une rupture fondamentale dans la gestion des records. <https://www.aclu.org/press-releases/aclu-calls-new-trump-administration-family-separation-numbers-shocking>; <https://www.pbs.org/newshour/show/kirstjen-nielsen-on-what-she-regrets-about-her-tenure-at-dhs>

Un tribunal fédéral a déclaré que deux groupes nationaux d'immigrants pourraient tenter des recours collectifs. Les immigrants affirment que les services de citoyenneté et d'immigration des États-Unis (USCIS) et l'immigration et l'application des douanes des États-Unis "ont un modèle et une pratique systémiques qui ne permettent pas de fournir l'accès aux records d'immigration dans les délais fixés par la Loi liberté de l'Information", a rapporté *Newsamericas*. "Les records des cas, connus sous le nom de fichiers A, contiennent des renseignements sur les antécédents d'immigration des personnes aux États-Unis. C'est la première fois qu'un tribunal certifie une catégorie dans un procès alléguant un modèle et une pratique de violation de la FOIA". Les records "sont essentiels à l'évaluation des options d'immigration aux États-Unis et à la défense contre l'expulsion". À la fin de septembre 2018, l'USCIS a déclaré qu'elle avait un arriéré de 41 320 demandes en attente. <http://www.newsamericasnow.com/judge-grants-class-action-status-to-immigrants-waiting-access-to-immigration-records/>

"L'administration Trump se déplace pour recueillir des échantillons d'ADN de centaines de personnes placées en détention fédérale de l'immigration chaque année et entrer les résultats dans une base de données pénale nationale" maintenue par le FBI, a signalé le *New York Times*. La base de données, "connue sous le nom de CODIS, le système d'index ADN combiné, est utilisée par les autorités d'état et d'application de la loi pour aider à identifier les suspects criminels." www.nytimes.com/2019/10/02/us/dna-testing-immigrants.html

En 2014, un policier de Chicago a tué Laquan McDonald, un adolescent noir. Le rapport d'une enquête interne de la ville de 2016 sur le meurtre a été publié en octobre; il montre qu'"au moins 16 policiers de Chicago ont travaillé ensemble pour dissimuler ou minimiser le meurtre de leur collègue" et la dissimulation comprenait "des déclarations de police falsifiées, l'élimination inappropriée des déclarations de témoins oculaires, et une culture du silence", a signalé *VICE News*. https://www.vice.com/en_us/article/xwe784/heres-how-chicago-cops-really-covered-up-the-murder-of-laquan-mcdonald

Le portail électronique des patients FollowMyHealth.com, commercialisé par la société Allscripts et utilisé par l'hôpital universitaire George Washington et d'autres institutions, se réserve le droit d'utiliser des données de "records de santé personnelle" à des "fins de marketing et de publicité", y compris vous envoyer des communications marketing et publicitaires, que ce soit en notre nom ou pour le compte de partenaires marketing. Un chroniqueur du *Washington Post* a conclu: "Oui, vous devriez vous méfier des portails de santé, même si votre médecin les utilise." <https://www.washingtonpost.com/technology/2019/10/22/help-desk->

[can-your-medical-records-become-marketing-we-investigate-readers-suspicious-patient-portal/?utm_campaign=e3979557de-MR_COPY_02&utm_medium=email&utm_source=STAT%20Newsletters#click=https://t.co/fZ4HOwGYUz](https://www.cdc.gov/nchs/data/nvsr/nvsr68/12-508.pdf)

Les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) ont publié l'aperçu annuel des tendances des “indicateurs clés de la santé”. Parmi eux : le taux de mortalité infantile était inférieur de 14 % en 2017 à celui de 2007; l'utilisation de cigarettes électroniques par les élèves du secondaire a augmenté de près de 20 % et l'utilisation de cigarettes au tabac a diminué; et la proportion d'Américains prenant cinq médicaments d'ordonnance ou plus a presque doublé entre 1999 et 2016. [chrome-extension://mhjfbmdgcfjbbpaeojofohoefgihjai/index.html](https://www.cdc.gov/nchs/data/nvsr/nvsr68/12-508.pdf)

Les CDC ont publié des données du *National Vital Statistics System Mortality Files* liés aux certificats de décès montrant que près de 40 % des décès par overdose aux États-Unis en 2017 étaient dûs à la drogue opioïde Fentanyl, suivie de l'héroïne, de la cocaïne et de la méthamphétamine. [https://www.cdc.gov/nchs/data/nvsr/nvsr68/12-508.pdf?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=e8bc16bb3e-MR_COPY_02&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-e8bc16bb3e-149736437](https://www.cdc.gov/nchs/data/nvsr/nvsr68/12-508.pdf)

À l'aide de la Loi sur l'accès à l'information, *McClatchy* a obtenu des données administratives sur la facturation du traitement du cancer de la *Veterans Health Administration* pour tous les codes de diagnostic du cancer de la ICD, de l'exercice 2000 à 2018. (ICD est le code international de classification des maladies, un code de diagnostic établi par l'Organisation mondiale de la santé.) “Les anciens combattants ont vu un pic de cancers urinaires, de la prostate, du foie et du sang pendant près de deux décennies de guerre, et certaines familles de militaires se demandent maintenant si leur exposition à des environnements toxiques est à blâmer.” [https://www.mcclatchydc.com/news/nation-world/national/national-security/article236413328.html?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=0952e1e5ec-MR_COPY_02&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-0952e1e5ec-149736437](https://www.mcclatchydc.com/news/nation-world/national/national-security/article236413328.html)

Une étude de 50 000 records de patients d'un grand hôpital américain (non identifié) qui a utilisé un algorithme pour identifier les patients ayant les besoins de santé les plus complexes a constaté que l'utilisation de l'algorithme “pour aider à sélectionner les patients pour des soins supplémentaires et favoriser les patients blancs au détriment des patients noirs avec les mêmes problèmes de santé”, a rapporté *Wired*. Le logiciel a été conçu pour prédire les coûts futurs; bien qu'il ait eu “une précision raisonnable pour les patients noirs et les patients blancs”, parce que “les noirs ont tendance à avoir des revenus inférieurs à ceux des Blancs, un algorithme qui ne concerne que les coûts les considère comme présentant un risque plus faible que les patients blancs présentant des conditions médicales similaires”. Cela montre “que même les formules putatives neutres sur le plan de la race peuvent encore avoir des effets discriminatoires lorsqu'elles s'appuient sur des données qui reflètent les inégalités dans la société.” <https://www.wired.com/story/how-algorithm-favored-whites-over-blacks-health-care/>

Le directeur du département de la santé de l'État du Missouri a admis lors d'une audience de l'État qu'il tenait “une feuille de calcul qui surveillait les menstruations des patients du Contrôle Parental”, a signalé *NBC News*. Il a déclaré “qu'il avait ordonné au principal enquêteur de l'État de dresser une liste des patients utilisant des records médicaux accessibles afin d'“identifier les patients qui avaient eu des “avortements médicaux qui avaient échoué”.” [https://www.nbcnews.com/news/amp/ncna1073701?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=d5a8303d0d-MR_COPY_12&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-d5a8303d0d-149736437](https://www.nbcnews.com/news/amp/ncna1073701)

Le *Washington Post* a fait état de deux nouveaux livres, qui ont tous deux “attiré l'attention sur des années d'examen minutieux des documents d'archives” que l'Université de Virginie “a mis à disposition dans le cadre de sa tentative en cours de lutter contre son passé esclavagiste.” Les deux livres montrent que “tout au long de la première moitié du XIXe siècle, les étudiants masculins qui étudiaient dans les universités du Sud maltraièrent, battaient et violaient régulièrement les hommes, les femmes et les enfants réduits en esclavage qui répondaient à leurs besoins quotidiens.” <https://www.independent.co.uk/news/world/americas/slavery-america-university-virginia-south-jefferson-alan-taylor-mcinnis-history-a9145956.html>

Venezuela. La Cour interaméricaine des droits de l'homme a rendu son arrêt dans l'affaire Alvarez Ramos c. Venezuela. Elle a jugé le Venezuela “responsable de la violation des droits à la liberté d'expression, de sa participation au gouvernement, à la liberté de circulation, aux garanties judiciaires et à la protection judiciaire”. En 2003, Alvarez Ramos a publié un article dans un journal révélant des irrégularités présumées dans les opérations financières d'une coopérative de crédit du gouvernement, pour laquelle il

a été mis en prison, ses droits politiques ont été retirés, et on lui a interdit de quitter le pays. La Cour a ordonné, entre autres recours, que l'État invalide la peine et les records judiciaires de celle-ci. http://www.corteidh.or.cr/docs/comunicados/cp_48_19_eng.pdf

Publications. Le Comité international de la Croix-Rouge a publié une politique de biométrie visant à faciliter l'utilisation responsable de la biométrie et à relever les défis connexes en matière de protection des données : <https://blogs.icrc.org/law-and-policy/2019/10/18/innovation-protection-icrc-biometrics-policy/>

Lier le changement climatique aux droits de l'homme et à l'action en justice : <https://www.justiceinfo.net/en/other/42589-christel-cournil-time-link-climate-issue-human-rights.html>

Les entreprises technologiques doivent évaluer comment leurs produits peuvent être utilisés à des fins d'abus : <https://www.wired.com/story/abusability-testing-ashkan-soltani/>

L'impact sérieux des vidéos "deepfake": <https://storage.googleapis.com/deeprtrace-public/Deeprtrace-the-State-of-Deepfakes-2019.pdf>

Utilisations politiques de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en Russie et en Chine : <http://www.theasanforum.org/who-controls-the-past-controls-the-future-the-political-use-of-wwii-history-in-russia-china/?emci=aa46fed9-06d3-e911-bcd0-2818784d4349&emdi=e3c647a0-6eeb-e911-b5e9-2818784d6d68&ceid=29308&dat=>

Documenter la guerre en Syrie : des documents, oui, mais quelqu'un sera-t-il tenu responsable ? <https://www.technologyreview.com/s/614496/technology-exposed-syrian-war-crimes-over-and-over-was-it-for-nothing/>

Les questions éthiques de la collecte de données génétiques auprès des populations vulnérables : <https://undark.org/article/vulnerable-populations-ethics-genetic-data-collection/>

Merci de partager avec nous! trudy@trudypeterson.com

La Section des Archives et des droits de l'Homme est reconnaissante au magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* pour sa gestion de la distribution de *HRWG News*. Pour vous abonner aux *Nouvelles*, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Ce bulletin est publié sous une licence Creative Commons. N'hésitez pas à le faire circuler davantage et à le réutiliser à des fins non commerciales.

(Traduction : Rémi Dubuisson)